



# Assemblée générale

## CPSD/332

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Quatrième Commission

21<sup>e</sup> séance – après-midi

#### **LES DÉLÉGATIONS RAPPELLENT QUE LES MESURES DE SÉCURITÉ ISRAËLIENNES NE DOIVENT PAS ENTRAVER LE TRAVAIL DE L'UNRWA**

La Quatrième Commission a poursuivi cet après-midi son débat sur les travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Plusieurs délégations ont fait part de leur préoccupation concernant les conséquences des restrictions de la liberté de mouvement du personnel de l'UNRWA sur sa capacité à remplir son mandat. Le représentant de la Malaisie a affirmé que les restrictions imposées par les autorités israéliennes avaient un impact sérieux sur les activités de l'UNRWA et constituaient un obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence aux réfugiés palestiniens. Alors que le représentant de la Turquie a affirmé que les mesures de sécurité ne devaient pas avoir de conséquences sur l'assistance apportée par l'Office, le représentant du Viet Nam a estimé que toute entrave au travail de l'Office devait être éliminée.

De son côté, le représentant d'Israël a affirmé que son pays s'efforçait de faciliter les travaux de l'UNRWA autant que possible et que le rapport présentait les faits hors contexte, sans tenir compte des « changements spectaculaires » qui sont survenus ces derniers mois et sans mentionner le besoin pour Israël, comme pour tout État, de protéger ses citoyens avec la force nécessaire et de lutter contre le terrorisme. Il a également fait part de son espoir que le prochain rapport refléterait la nouvelle réalité depuis le retrait de Gaza.

À l'instar du représentant du Bangladesh, plusieurs délégations ont estimé que, compte tenu des conditions de travail difficiles dans la région, le personnel de l'Office devait bénéficier des mêmes conditions de travail et de rémunération que les autres membres du personnel des Nations Unies dans la région. La représentante du Royaume-Uni a notamment fait part de sa préoccupation face aux enlèvements d'employés de l'Office survenus en cours d'année et a demandé à l'Autorité palestinienne d'assurer la sécurité de son personnel sur le terrain.

Les délégations suivantes ont pris la parole: Israël, Inde, Japon, Bangladesh, Turquie, Bahreïn, Chine, Malaisie, Viet Nam, Royaume-Uni (au nom de l'Union européenne), Qatar et États-Unis. L'Observateur de l'Organisation de la Conférence islamique a également fait une déclaration lors de cette séance et l'Observatrice de la Palestine a exercé son droit de réponse.

La Quatrième Commission poursuivra ses débats lundi 7 novembre, à 10 heures.

#### **OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

##### **Déclarations**

M. RAN GIDOR (Israël) a affirmé que l'assistance au peuple palestinien faisait partie intégrante de la politique d'Israël, qui considère l'amélioration de l'économie palestinienne comme un gage de stabilité dans la région. Israël s'efforce de faciliter les travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) autant que possible, et ces travaux ne se sont pas interrompus pendant le retrait de la bande de Gaza opéré par Israël, a-t-il précisé. M. Gidor a également souligné que le rapport couvrait une période au cours de laquelle des changements spectaculaires étaient survenus. Désormais, il ne sera plus possible de blâmer Israël pour tout, a-t-il assuré, et il incombe à l'Autorité palestinienne d'assumer certaines des responsabilités

de l'UNRWA dans la bande de Gaza. La situation sur le terrain reste cependant difficile pour tous, a-t-il ajouté, précisant qu'Israël continuait à faire face à une campagne terroriste visant à saboter le processus de paix, au détriment de la population palestinienne.

M. Gidor a ensuite estimé que l'UNRWA devait rester neutre et ne pas politiser sa mission. Il s'est donc déclaré déçu que le rapport ait adopté la même approche que les précédents, sans mentionner le contexte ni le besoin pour Israël, comme pour tout État, de protéger ses citoyens avec la force nécessaire et de lutter contre le terrorisme. Ce rapport présente les faits hors contexte et donc de façon biaisée, a-t-il soutenu, ajoutant que les attaques meurtrières commises contre des Israéliens y étaient définies avec des euphémismes. Il a rappelé que plus de 1 000 Israéliens avaient été tués et 6 000 blessés suite à des attentats palestiniens depuis 2000, et que des atrocités avaient encore été commises depuis le retrait de Gaza. L'UNRWA reconnaît dans son rapport le droit d'Israël à la légitime défense et nous allons faciliter l'application de son mandat, a-t-il déclaré, mais des limitations occasionnelles peuvent se produire pour des raisons sécuritaires.

Cependant, il a jugé que l'UNRWA avait abordé une manière plus constructive dans ses rapports avec son pays. Reconnaisant qu'Israël pouvait encore accomplir des progrès, il a souligné les efforts déjà déployés pour coordonner le passage du personnel médical et des ambulances.

M. Gidor a ensuite déclaré que les États arabes se répandaient en discours mais ne dépensaient pas le moindre centime des revenus pétroliers en faveur des réfugiés palestiniens, préférant, selon lui, dilapider le budget des Nations Unies en réunions inutiles. Il a en outre affirmé que les terroristes attaquaient Israël depuis les installations de l'UNRWA, causant régulièrement la mort de civils palestiniens. Les Palestiniens ne sont pas nos ennemis mais nos voisins, a-t-il conclu, espérant que le prochain rapport refléterait la nouvelle réalité en vigueur depuis le retrait de Gaza.

M. KADER MOHIDEEN (Inde) a souligné la profonde préoccupation de son pays quant à la situation au Moyen-Orient et à l'interminable cycle de violences et de représailles qui s'y déroule. « La solution ne se trouve pas dans plus de violence mais dans la poursuite du dialogue politique », a-t-il ajouté, soulignant les conséquences économiques de cette situation sur Israël et l'Autorité palestinienne. Il a rappelé que l'économie palestinienne en particulier était sur le point de s'effondrer et que la construction du mur de sécurité par Israël, qui empiète sur des terres palestiniennes, avait encore aggravé cette situation.

Le représentant a estimé que l'Office avait joué un rôle critique dans l'aide humanitaire aux réfugiés palestiniens depuis plus de 50 ans, auxquels il a offert des possibilités d'instruction, de soins médicaux et d'aide au développement. Il a demandé une atténuation des restrictions touchant les zones palestiniennes, ajoutant que celles-ci entravaient également la liberté de circulation du personnel de l'UNRWA et l'acheminement de l'aide humanitaire. Enfin il a appelé la communauté internationale à rester fermement engagée dans son assistance à l'UNRWA.

M. TAKEOMI YAMAMOTO (Japon) a affirmé que son pays s'efforçait de jouer un rôle de médiation entre Israël et l'Autorité palestinienne, évoquant la visite du Premier Ministre japonais dans la région. L'assistance aux réfugiés et non-réfugiés palestiniens fait partie intégrante du processus de paix, a-t-il assuré, précisant que son pays avait fourni d'importantes donations financières pour améliorer les conditions de vie des Palestiniens. Le Japon est particulièrement attaché au bien-être des jeunes Palestiniens et à l'autonomie des réfugiés, a-t-il ajouté. En tant qu'important bailleur de fonds de l'UNRWA, le Japon souhaite que la direction de l'administration de l'UNRWA soit transparente et que les ressources soient utilisées de façon efficace. Il a jugé que la réforme de l'UNRWA devrait permettre une plus grande confiance entre l'Office et les donateurs.

M. TAREQ MD. ARIFUL ISLAM (Bangladesh) a fait part de sa profonde préoccupation concernant les faits qui figurent dans le rapport relatif à l'attitude des autorités israéliennes. Il a également souligné la diminution progressive de l'aide apportée par la communauté internationale aux efforts de l'Office, estimant que des contributions extrabudgétaires étaient nécessaires pour faire face à l'aggravation de la crise humanitaire chez les réfugiés palestiniens. Le représentant a salué l'engagement de l'UNRWA à promouvoir plusieurs activités économiques sur place, en particulier le concept de la finance de microcrédit né au Bangladesh et pour lequel il a proposé de partager son expérience. Il a également insisté sur les progrès faits par l'Office dans l'application du projet des registres de réfugiés et des recommandations énoncées lors de la Conférence de Genève de juin 2004. Enfin, il a exhorté les Nations Unies à offrir au personnel de l'Office les mêmes rétributions que les autres personnels onusiens.

M. ERSIN ERCIN (Turquie) a salué le retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza et de certaines parties de Cisjordanie comme une étape significative vers un règlement du conflit israélo-palestinien, estimant toutefois que la situation dans la région demeurerait fragile. Il a condamné tout acte de terrorisme ainsi que toute incitation à la violence ou mesures de représailles. La tâche de l'UNRWA

est l'un des aspects les plus difficiles de la question du Moyen-Orient, a-t-il ajouté, rappelant que son action englobait les territoires palestiniens et les réfugiés de la Jordanie, du Liban et de la Syrie.

Le représentant a estimé que la politique israélienne de bouclage des territoires et de mesures restrictives représentait une entrave à la vie quotidienne des Palestiniens et aux activités de l'Office, affirmant que les mesures de sécurité ne devaient pas avoir d'incidence sur l'acheminement de l'aide humanitaire. À cet égard, il a souligné la nécessité d'intensifier la coopération entre l'UNRWA et l'Envoyé spécial du Quatuor pour le désengagement. Enfin, il a déclaré que l'extension de la Commission consultative de l'Office permettra de développer une relation plus étroite entre les différentes parties et les réfugiés palestiniens.

M. FAISAL AL-ZAYAMI (Bahreïn) a affirmé que la situation économique et sociale s'était dégradée dans le Territoire occupé, et les opérations militaires israéliennes avait abouti à une crise humanitaire. Selon lui, le Territoire palestinien occupé est désormais transformé en îlots, ce qui entrave le travail de l'UNRWA, tout comme le mur illégal construit par Israël. Le représentant a ensuite souligné que le déficit du budget de l'UNRWA s'était réduit, mais qu'il fallait déterminer des méthodes novatrices pour mettre un terme aux difficultés financières. Enfin, il a affirmé que le problème des réfugiés palestiniens était un problème politique.

M. XIE YUNLIANG (Chine) a souligné le rôle important de l'UNRWA dans la vie des réfugiés palestiniens, rendant hommage au dévouement et à l'esprit de sacrifice de son personnel. Il a appelé la communauté internationale à accroître sa contribution au budget de l'Office, rappelant que des problèmes de budget avaient handicapé ses travaux par le passé et qu'il était un symbole de l'engagement de la communauté internationale au Moyen-Orient. Le représentant a salué plusieurs avancées significatives faites de part et d'autre dans la région et rappelé l'implication de son pays dans la recherche d'une solution pacifique.

M. NORZUHDY MOHAMMAD NORDIN (Malaisie) a déclaré que le rapport contenait des affirmations très gênantes concernant les réfugiés palestiniens qui figurent parmi les plus pauvres et les plus directement affectés par « l'agression israélienne ». Il a invité Israël à arrêter la destruction de maisons palestiniennes et à freiner la détérioration de leur situation humanitaire et socioéconomique, soulignant l'isolement des Palestiniens créé par le mur de séparation. À cet égard, il a estimé que les restrictions imposées par les autorités israéliennes avaient un impact sérieux sur les activités de l'UNRWA et la liberté de circulation de ses employés, constituant aussi un obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence. Il a appelé la communauté internationale à faire pression sur Israël pour permettre à l'Office de remplir ses obligations, exprimant sa préoccupation quant au respect de l'intégrité et de l'immunité de son personnel.

Le représentant a souligné que la coopération étroite entre l'UNRWA et les autres institutions des Nations Unies avait eu un impact bénéfique sur la vie des réfugiés palestiniens et salué le travail des organisations non gouvernementales sur place. Il a également appelé à soutenir davantage l'UNRWA du point de vue financier, indispensable à l'amélioration des conditions de vie et de développement de tous les réfugiés, notamment ceux vivant en Jordanie, au Liban ou en Syrie.

M. NGUYEN DUY CHIEN (Viet Nam) a salué les efforts de l'Office pour remplir son mandat malgré les nombreuses difficultés et les obstacles auxquels il est confronté, soulignant ses résultats en matière d'éducation, de santé, de services sociaux et d'assistance au microcrédit. « Grâce à ces efforts, certains aspects de la vie des réfugiés palestiniens ont été partiellement améliorés », a-t-il ajouté. Le représentant a rappelé que les activités de l'UNRWA avaient été lourdement affectées par l'instabilité et la violence dans la région, en particulier par les opérations militaires israéliennes, soulignant l'impact de cette situation sur la vie quotidienne des réfugiés palestiniens. Enfin, il a estimé que les privilèges et l'immunité dont bénéficient tous les organes des Nations Unies devaient s'appliquer à l'UNRWA, et que toute entrave à ses actions devait être éliminée.

Prenant la parole au nom de l'Union européenne, Mme CATHERINE BROOKER (Royaume-Uni) a rappelé que l'Union était le plus grand contributeur au budget de l'UNRWA, versant plus de la moitié des recettes de l'Office. Elle s'est déclarée préoccupée par la crise humanitaire dans le territoire occupé et a demandé à Israël de cesser les démolitions de maisons et d'alléger le sort des Palestiniens, et notamment des enfants de réfugiés, qui doivent être pleinement protégés. Israël doit faire preuve de modération et se conformer à la Feuille de route en améliorant la sécurité et les conditions de vie des Palestiniens, a-t-elle affirmé. Elle a ensuite jugé que la situation sur le terrain entravait les activités de l'UNRWA et d'autres organismes des Nations Unies, évoquant notamment les problèmes de circulation de leur personnel. Par ailleurs, elle a jugé préoccupant les enlèvements d'employés de l'Office survenus au cours de l'année et a demandé à l'Autorité palestinienne d'assurer la sécurité sur le terrain.

Mme Brooker a ensuite souligné l'utilité des projets de microfinancement de l'UNRWA, et s'est également déclarée préoccupée par le déficit des programmes de l'Office, au moment où les besoins s'accroissent. Les donateurs doivent être plus nombreux, a-t-elle ajouté, avant de condamner la violence des militants palestiniens et de demander à l'Autorité palestinienne de rétablir la sécurité dans Gaza. Israël a le droit de protéger ses citoyens contre les attaques terroristes, a-t-elle ajouté, mais ce pays doit aussi faire preuve de modération et s'abstenir de pratiquer des exécutions extrajudiciaires. Israël doit en outre démanteler les colonies, cesser de confisquer des terres et abattre la barrière de séparation, qui compromet la solution de « deux Etats », a-t-elle lancé.

M. ABDULLH SAAD AL-QAHTANI (Qatar) a estimé que l'Office devait pouvoir poursuivre ses travaux afin d'atténuer les souffrances des réfugiés palestiniens en attendant que soit trouvée une solution juste à la situation au Moyen-Orient. Il a estimé que les mesures imposées par les autorités israéliennes « sur le Territoire palestinien occupé » avaient encore aggravé les conditions de vie des réfugiés. Il a salué l'engagement de la Jordanie, du Liban et de la Syrie aux côtés des réfugiés.

M. Al-Qahtani a par ailleurs souligné que la situation financière de l'Office devait être assainie pour qu'il puisse remplir son mandat, appelant la communauté internationale à accroître sa contribution au budget. Enfin, il a rappelé qu'il était urgent de trouver une solution pacifique au conflit du Moyen-Orient, notamment en raison de ses conséquences graves sur la vie des civils de la région.

Mme MARGARET SCOBAY (États-Unis) a rappelé le soutien continu de son pays aux efforts humanitaires en faveur des réfugiés palestiniens. Les États-Unis ont versé d'importantes contributions financières, ce qui fait d'eux le contributeur le plus important au budget de l'UNRWA après l'Union européenne, a-t-elle indiqué. La représentante a par ailleurs invité tous les pays de la région à augmenter leur contribution au budget de base de l'Office et précisé que son pays appuyait l'élargissement de la Commission consultative.

Par ailleurs, elle a estimé que la Quatrième Commission avait accompli de grands progrès pour rationaliser les projets de résolution inscrits à l'ordre du jour, ce qui doit demeurer un objectif. Les États-Unis demandent que les différents points à l'ordre du jour soient regroupés et inscrits en Commission un an sur deux ou sur trois, a-t-elle conclu.

M. YUSSEF F. KANAAN, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique, a affirmé que la crise humanitaire dans le territoire palestinien occupé résultait des opérations militaires brutales israéliennes à l'encontre des Palestiniens. Israël continue d'imposer de sévères restrictions à la circulation du personnel de l'UNRWA, en violation du droit international, a-t-il affirmé, demandant à la communauté internationale de faire pression pour qu'Israël cesse ces pratiques.

Le représentant a ensuite déclaré que les forces d'occupation israéliennes poursuivaient leurs pratiques illégales de destruction de maisons palestiniennes et a dénoncé la poursuite de la construction du « mur de l'apartheid » par Israël en Cisjordanie, ainsi que dans et autour de Jérusalem-Est, en violation du droit humanitaire international. Il a souligné que selon un rapport de l'UNRWA, la pauvreté demeurerait endémique dans la bande de Gaza et que la population continuait d'avoir besoin d'assistance sur une base quotidienne. Par ailleurs, il s'est inquiété que la communauté internationale ait graduellement diminué son soutien financier aux appels d'urgence de l'Office. Il lui a donc demandé de soutenir financièrement l'Office et de revitaliser le processus de paix en obligeant Israël à revenir à la table des négociations.

Mme KAREN ABUZAYD, Commissaire générale de l'UNRWA, a déclaré que même si les pays arabes ne contribuaient pas de façon considérable aux programmes de base de l'Office, ils contribuaient à des projets.

## **Droit de réponse**

L'Observatrice permanente de la Palestine a estimé que le représentant d'Israël avait semblé vouloir nier toute responsabilité de son État vis-à-vis des réfugiés palestiniens. La paix ne peut exister que si Israël exerce ses responsabilités, a-t-elle déclaré, affirmant que c'est l'intransigeance de ce pays qui avait aggravé la situation. Par ailleurs, elle a déclaré que la délégation israélienne avait prétendu qu'Israël avait quitté Gaza alors que ce pays y avait pratiqué 37 années de destruction. Israël nie que Gaza relève encore de sa responsabilité mais Gaza fait toujours partie des territoires occupés et le statut de ses réfugiés demeure donc inchangé, a-t-elle conclu.

\* \* \* \*